

Les profiteurs de la guerre en Ukraine : Shell, TotalEnergies et les autres majors européennes (et américaines)



[Source : Observatoire des multinationales via numidia-liberum]

Dès le début de la guerre en Ukraine, les majors européennes TotalEnergies, Shell, Eni et Repsol bénéficient d'un accès privilégié sans précédent auprès des décideurs européens. Avec plus de trois rendez-vous par semaine avec les dirigeants de la Commission, elles ont pu retarder toute action politique décisive sur les marchés de l'énergie, et elles ont poussé l'Europe à tout miser sur le gaz et les infrastructures gazières. Résultat ? Des profits records cumulés de 78 milliards d'euros sur les 9 premiers mois de l'année.

Dès le début de la guerre en Ukraine, les majors pétrolières et gazières européennes TotalEnergies, Shell, Eni et Repsol ont bénéficié d'un accès privilégié sans précédent aux décideurs européens. Grâce à leur influence démesurée, et en capitalisant sur les divisions entre les dirigeants de l'UE, elles ont réussi à retarder et à minimiser toute action politique décisive sur les marchés de l'énergie, comme un plafonnement des prix, ce qui leur a permis de continuer à engranger des milliards de bénéfices. Au nom de l'urgence, elles ont également obtenu un rôle encore plus important qu'auparavant dans les décisions de l'UE sur les questions énergétiques, rôle dont elles se sont servi pour pousser à construire toujours plus d'infrastructures et à développer de nouvelles technologies basées sur le gaz. En conséquence, l'Europe semble encore davantage enfermée dans une spirale de hausse des prix de l'énergie, de superprofits des multinationales, de dépendance aux énergies fossiles et de catastrophe climatique.

Parmi les conclusions de notre enquête :

- L'industrie des énergies fossiles a eu plus de 100 réunions avec les dirigeants de la Commission européenne entre février et septembre 2022 – soit presque une fois tous les deux jours.
- Shell, TotalEnergies, Eni et Repsol ont engrangé 77,9 milliards d'euros de bénéfices entre janvier et septembre 2022.
- La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a rencontré à plusieurs reprises les PDG du secteur pétrolier et gazier au moment où elle préparait la réponse de l'UE à la crise ukrainienne en matière énergétique. Les PDG l'ont mise en garde contre tout « bidouillage » du

marché et contre un plafonnement des prix, et ont proposé de la conseiller sur les mesures « faisables ».

- En parallèle, l'industrie a réussi à obtenir un nouveau soutien public massif en faveur de nouvelles infrastructures gazières et de développements technologiques basés sur le gaz : le groupe consultatif ENTSO-G vient de dévoiler une liste de 300 nouveaux projets gaziers en Europe pour les dix prochaines années pour répondre à « l'urgence » actuelle, ce qui maintiendra les profits des majors à des niveaux élevés, de même que les factures énergétiques acquittées par les ménages.
- À la demande de l'industrie, l'UE a mis en place un « groupe consultatif de l'industrie pour la plateforme énergétique » composé de représentants des principales compagnies gazières européennes, avec pour mandat de co-gérer la stratégie de la Commission pour sortir du gaz russe.
- La « taxe » annoncée de l'UE sur les profits exceptionnels des entreprises pétrolières et gazières – rebaptisée « contribution de solidarité » – n'est en réalité qu'une mesure symbolique, pleine de failles, qui ne rapportera pas les milliards d'euros annoncés.

Lire l'intégralité de notre enquête.

VOIR AUSSI :

Des armes pour l'Ukraine et la misère pour les peuples européens